

Prix Nelson Mandela – Graça Machel pour l'Innovation de CIVICUS 2012

Rapport du Forum « Société Civile et Autorités Locales, Ensemble pour une bonne Gouvernance, Commune de la Croix-des-Bouquets », organisé par l'Action Communautaire de Solidarité et d'Intervention Sociale (ACSIS), Haiti

1. Qu'avez-vous appris du fait de la mise en œuvre de votre projet ?

Les faiblesses de la société civile haïtienne contribuent aux mauvaises conditions de vie de celle-ci tant sur le plan social qu'économique. La démocratie, pour être efficace et efficiente, exige la participation citoyenne sans laquelle les progrès d'une communauté s'avèreraient utopiques. Cette participation s'exerce au moyen d'activités de la société civile et des autorités locales que celle-là s'est choisie par les voies électives. Société civile et autorités doivent conjointement construire un projet de société où l'engagement des parties doit être explicitement identifié.

Malheureusement, la réalité haïtienne diffère des autres pays où de multiples efforts sont déployés de part et d'autre du côté de la société civile et des autorités tant locales que centrales. [...] Les gens vivent selon eux sans le souci du devenir de leur communauté ni sans s'intéresser aux réalisations des élus locaux qui constituent les premiers fonctionnaires de l'Etat à qui s'adresser. Une société civile passive qui ne participe pas activement aux décisions publiques ne peut pas non plus s'attendre au progrès. Dans un tel contexte, comment espérer le meilleur des autorités quand celles-ci ne sont pas à la loupe de la société civile ? C'est le défi actuel en Haiti qui appelle à l'engagement de la société civile et à la transparence des autorités.

Aussi, un dialogue entre la société civile et les autorités locales constitue-t-il un élément efficace pour le renforcement démocratique à la Croix-des-Bouquets. Dès le mois d'octobre, ACSIS a organisé des rencontres communautaires avec les autorités locales particulièrement avec les membres des Conseils d'Administrations des Collectivités territoriales (CASEC) et des Assemblées des Sections Communales (ASEC) ainsi qu'avec les représentants de plusieurs organisations communautaires.

Le forum, organisé le mercredi 23 janvier 2013 a permis de jeter les bases d'un espace de rencontre et de dialogue entre les autorités et la société civile malgré l'absence de certaines de ces autorités particulièrement celle de l'actuel député de la circonscription de la Croix-des-Bouquets. Malgré tout, il aura été un espace qui a permis aux citoyennes et citoyens de s'informer des actions des autorités locales de la Croix-des-Bouquets, aux ASECS de s'entretenir avec les représentants des organisations présentes, aux professeurs d'apprécier le niveau des participants et enfin à ACSIS de mesurer l'importance de pérenniser l'action entreprise par ce programme d'éducation civique et de renforcement démocratique.

Pour pallier aux faiblesses de la société civile et aux problèmes de la bonne gouvernance des autorités locales de la Croix-des-Bouquets, les recommandations du forum sont les suivantes :

- 1) Les organisations de la société civile bien structurées doivent développer un programme de renforcement de capacité organisationnelle des autres organisations qui sont, elles, en faiblesse structurelle ;
- 2) Les organisations de la société civile doivent s'ériger en plate-forme où des objectifs et des actions citoyennes doivent être très clairement définis ;
- 3) Il faut élaborer et exécuter un programme d'éducation civique au bénéfice des organisations de la société civile afin que celle-ci puisse s'instruire davantage et mieux coordonner ses actions ;
- 4) Il faut organiser des journées de réflexions similaires et dénoncer l'attitude dédaigneuse, corruptive et destructive des autorités locales ;

- 5) Les autorités locales doivent voir dans les initiatives citoyennes une volonté de transparence, d'action civique et d'engagement citoyen, et non pas systématiquement d'opposition politique ;
- 6) Les autorités locales devraient aussi initier des activités similaires si elles ne veulent pas qu'Haïti soit sur la liste des pays les plus corrompus ;
- 7) Les progrès économiques et sociaux sont la résultante d'un ensemble d'engagement social des citoyens organisés dans les organisations de la société civile. Ainsi, les progrès sociaux, économiques, culturels du peuple haïtien doivent découler de l'effort de l'action citoyenne.
- 8) Le défi de la bonne gouvernance communale exige l'implication et la participation effective de la société civile, et les organisations de la société civile doivent définir des stratégies communes pour y parvenir.

2. Quel a été l'impact de votre projet sur la communauté locale ?

Il y a eu un bon impact médiatique de l'évènement via la participation à plusieurs programmes de radio et la présence de journalistes au forum. Nous espérons avoir pu aviser le plus de monde de l'évènement et de son thème. Cette activité a déjà inspiré d'autres organisations à réaliser d'autres forums similaires. Aussi à la fin du forum, la majorité des participants ont sollicité l'intervention d'ACSIS en matière de formation portant sur la société civile, la gouvernance, la démocratie et les collectivités afin de mieux connaître les attributions constitutionnelles des élus pour mieux agir.

3. Comment comptez-vous utiliser les résultats et les acquis de ce projet à l'avenir ?

Il faut signaler que l'organisation procèdera à la publication de ce rapport au niveau local et national, continuera à dénoncer la pratique de la corruption et cette distance entre les autorités et les citoyens, et enfin nous planifions un programme d'éducation civique au bénéfice des acteurs et militants qui n'ont pas les outils pour demander des comptes aux autorités locales. Bref, ces résultats vont être rendus publics afin de sensibiliser les différents secteurs de la société civile pour que cesse la militance dans l'administration publique et pour que la compétence professionnelle y trouve sa place.